

# BULLETIN

Le magazine  
du travail décent

1/26

Focus:  
NOTRE LUTTE  
CONTRE  
L'EXPLOITATION



BRÜCKE  
Le PONT



Photo de couverture et quatrième de couverture : deux participantes du projet Agrivaleur, originaires du Bénin. Dans le cadre des projets de Brücke Le Pont, elles travaillent dans des conditions équitables, loin de l'exploitation et de l'esclavage moderne.

#### IMPRESSUM

Édité par : Brücke Le Pont,  
Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg  
+41 26 425 51 51  
info@bruecke-lepont.ch  
bruecke-lepont.ch

Rédaction : Pascal Studer  
Images : Ormusa, PTM, Brücke Le Pont  
Design : Studio Way, Zürich  
Impression : Cavelti AG, Gossau  
Le bulletin paraît trois fois par an.

Impression climatiquement neutre  
sur papier FSC.

#### DONS

IBAN CH43 0900 0000 9001 3318 2  
Bénéficiaire : Brücke Le Pont,  
Ausstellungsstrasse 21, 8005 Zürich  
Ou en ligne : → bruecke-lepont.ch/dons



Votre don en  
bonnes mains.

BRÜCKE LE PONT œuvre pour un monde juste dans lequel tous les êtres humains peuvent vivre de façon autonome d'un travail décent.

Avec notre programme de développement, nous soutenons l'amélioration durable des conditions de vie et de travail en Afrique de l'Ouest et en Amérique centrale. Le programme « Travail en dignité » bénéficie du soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).



Chère lectrice, cher lecteur,

L'esclavage devrait appartenir depuis longtemps au passé. Interdit et illégal dans le monde entier, il existe pourtant encore aujourd'hui. Les estimations officielles sont alarmantes : environ 50 millions de personnes seraient exploitées dans le monde. Nous en sommes également témoins dans le cadre de nos projets, lorsque nous parlons aux personnes concernées. Nous les écoutons et leur donnons la possibilité de raconter leur histoire.

Ce sont des histoires qui nous touchent profondément. En tant qu'organisation de développement qui s'engage en faveur de conditions de travail équitables, elles nous rappellent que le travail de Brücke Le Pont est nécessaire. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui, alors que les grandes puissances influencent la politique mondiale et compromettent les efforts de réduction de la pauvreté dans les pays du Sud.

Ce bulletin témoigne de nos actions contre l'esclavage moderne. Mais ce n'est pas tout : il donne également la parole aux populations de nos pays d'intervention. En écoutant attentivement, nous nous rendons compte que l'exploitation revêt de nombreux visages.

Cordiales salutations,

Franziska Theiler, directrice

# Visite de projet au Togo : lutter contre l'esclavage moderne

L'esclavage moderne est très répandu dans le monde, y compris en Afrique de l'Ouest. Les personnes concernées sont brutalement exploitées. Les projets de Brücke Le Pont sont importants car ils offrent une issue à ces personnes.

Texte : Nicole Bolliger

Imaginez que vous vivez dans la pauvreté au Togo. Vous n'avez pas assez d'argent pour vous nourrir ou vous habiller, et vous ne voyez aucune issue à votre situation. Un voisin vous parle d'une offre d'emploi dans une ferme au Nigeria. Du jour au lendemain, vous décidez de vendre tous vos biens pour financer votre voyage. Entassé dans un minibus et sans savoir que les promesses qui vous ont été faites sont en réalité des mensonges, le chauffeur vous emmène, vous et d'autres personnes intéressées, dans un voyage d'environ dix heures à travers deux frontières, le Bénin et le Nigeria. Une fois arrivé, et sans vraiment savoir où vous avez atterri, vous devez

immédiatement commencer à travailler dans les champs. Réveillé dès 4 heures du matin, vous devez sortir pour travailler sans vêtements de protection, jusqu'à midi, sous un soleil brûlant.

C'est alors que vous recevez votre premier repas. Vous êtes tellement épuisé que vous mangez, même si vous savez que cela va vous rendre malade. Ensuite, vous continuez à travailler. Vous ne vous arrêtez pas, même lorsque le soleil disparaît à l'horizon et que la lune apparaît dans le ciel. Vous répétez cela le lendemain, le jour suivant, la semaine, les mois et l'année suivante.

Vous ne recevez aucun salaire. Vous ne pouvez pas vous enfuir, car vous ne savez



Les coopératives du projet Kara comptent parmi leurs membres des personnes qui ont été exploitées dans le passé.

pas dans quelle ferme isolée vous vous trouvez, vous ne parlez pas la langue locale et vous êtes parfois même drogué. Vous n'avez pas d'argent, et vous ne connaissez personne.

Cela, chers lecteurs et lectrices, s'appelle l'esclavage moderne. Et c'est contre ce fléau que lutte Brücke Le Pont avec ses organisations partenaires sur place.

## Réintégration des personnes traumatisées

L'esclavage n'appartient pas qu'au passé. Les derniers chiffres de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'organisation de défense des droits humains

« Walk Free » montrent que près de 50 millions de personnes dans le monde travaillent dans des conditions proches de l'esclavage. « Walk Free » met à disposition une mine de données remarquables. Il en ressort que les personnes originaires d'Afrique subsaharienne sont particulièrement exposées au risque de devenir victimes d'esclavage moderne.

A Brücke Le Pont, nous sommes conscients de la situation et de la vulnérabilité de certaines personnes face à cette exploitation. Le projet Kara, que nous menons depuis des années en collaboration avec l'ONG Parrains Tiers-Monde (PTM) au centre du Togo, réintègre les victimes →

de l'esclavage moderne sur le marché du travail et leur offre de meilleures perspectives.

Cela demande beaucoup de délicatesse, car ces personnes ont vécu des expériences traumatisantes. L'une des histoires que nous avons entendues est celle d'un homme qui a travaillé pendant des mois dans les champs dans des conditions d'esclavage moderne. Il n'a pas reçu de salaire pendant une année entière. « On me faisait toujours patienter. Les propriétaires de la plantation me répondaient toujours "Demain" quand je demandais mon salaire. » raconte l'homme. Finalement, il a reçu un vélo en guise de salaire, pour une année de travail. Il l'a utilisé pour retourner au Togo en passant par le Bénin. Et c'est là qu'il a découvert PTM et le projet Kara de Brücke Le Pont.

### Une vie de famille épanouie

Aujourd'hui, cet homme a retrouvé espoir. Il a rejoint une coopérative qui propose des services agricoles tels que le labourage, les semailles ou les récoltes. Ces coopératives sont issues d'une initiative lancée par PTM, qui milite pour des conditions de travail équitables dans le secteur

**50 millions de personnes  
sont victimes de  
l'esclavage moderne  
selon les estimations  
de l'ONU.**




agricole. En tant que membre de l'une de ces coopératives, il gagne désormais un salaire équitable, a amélioré ses compétences et travaille dans de meilleures conditions.

Les employeurs respectent les rémunérations fixées par son contrat, ce qui lui a permis de construire une maison. Depuis, il s'est marié et est devenu père. Un bon signe, non seulement parce que les enfants sont une source de bonheur, mais aussi parce que cela montre que son revenu est suffisant pour subvenir aux besoins d'une famille.

### Des succès inattendus

Brücke Le Pont a collaboré pendant de nombreuses années avec PTM. Le projet est désormais entre les mains des acteurs locaux, et c'est à eux de poursuivre les changements initiés ensemble. Brücke Le Pont travaille sans créer de dépendances, pour que son engagement ait un impact durable. Cela signifie qu'un projet doit continuer à fonctionner même après son départ.

**Un travail équitable offre des perspectives prometteuses pour la famille.**

Il est réjouissant de voir à quel point le travail de PTM reste ancré dans la région et continue de créer des changements positifs, avec parfois même des succès inattendus. En effet, le projet était initialement conçu pour améliorer les conditions de travail dans l'agriculture afin de remédier à la pénurie de main-d'œuvre. Aujourd'hui, l'initiative ne se limite pas à cela, mais inclut également la lutte contre l'esclavage moderne, ce qui est très encourageant. 

# « Je suis très fier d'être resté au village »

Les participant·es des projets sont au cœur du travail de Brücke Le Pont. Soligue Pi Habalo, 39 ans, était victime de l'esclavage moderne. Aujourd'hui, il travaille dans une coopérative au Togo qui réintègre les victimes sur le marché du travail.

« Je m'appelle Soligue Pi Habalo. Je suis marié et père d'un enfant de cinq ans. Je suis actuellement vice-président de l'association professionnelle de la filière du riz au Togo et membre de la coopérative Essossina, qui se situe au centre du Togo, dans la région de la Kara.

Je me suis rendu au Nigeria pour y travailler dans les champs pendant deux ans. Je dois dire que la vie n'y est pas facile. Il faut travailler dur pour gagner peu d'argent. Certains ne quittent jamais cet endroit, même si le peu d'argent qu'ils gagnent ne suffit pas pour vivre de manière autonome.

J'ai enduré beaucoup de souffrances.

C'est pour cela que j'ai décidé de retourner dans mon village au Togo et de fonder la coopérative Essossina. Très vite, les producteurs et productrices m'ont parlé du manque de main-d'œuvre dans les champs, qui les empêche de produire comme ils le souhaitent. Nous avons donc commencé à sensibiliser les personnes qui se rendaient au Nigeria, afin qu'elles ne soient plus exploitées par les propriétaires de plantations et qu'elles puissent rester travailler au Togo pour des salaires équitables.

En 2024, nous avons créé deux autres coopératives agricoles : Solim et Manodewa. Les jeunes qui les ont rejointes en sont très



Soligue Pi Habalo a contribué à la création d'une coopérative qui prévient l'esclavage moderne.

fiers. Tous les membres peuvent obtenir un revenu supplémentaire décent, en parallèle des récoltes de riz, de maïs, de soja et de piment. Comparé à l'exploitation qui sévit au Nigeria, c'est un bel accomplissement. De grandes souffrances sont évitées et les membres des coopératives gagnent un salaire équitable qui leur offre de bonnes perspectives.

Aujourd'hui, l'émigration vers le Nigeria a diminué. Grâce à notre collaboration avec PTM et Brücke Le Pont, les gens peuvent rester dans leur village et travailler au Togo dans des conditions équitables. Je me sens bien ici : j'ai des économies et des denrées

alimentaires comme du maïs, du riz et du soja. Je peux les manger avec ma famille ou les vendre pour gagner de l'argent. Je suis heureux d'être resté au village et très fier de mon travail. »

L'entretien a été enregistré par Lazare Yombi.

# « Les transferts de fonds sont essentiels à la survie de millions de familles centraméricaines »

Qu'est-ce qui préoccupe la population dans les pays où Brücke Le Pont mène ses programmes ? Découvrez-le dans la rubrique « Carte Blanche ». Dans le numéro actuel, Carmen Urquilla, coordinatrice des projets de notre organisation partenaire Ormusa au Salvador, évoque les répercussions de la politique d'expulsion menée par les États-Unis sur les projets.

Texte : Carmen Urquilla

Des centaines de milliers de personnes originaires du Salvador et du Honduras vivent et travaillent aux États-Unis. Elles envoient une part importante de leurs salaires à leurs familles en Amérique centrale et atténuent ainsi la pauvreté dans leurs pays d'origine. Ces transferts de fonds contribuent sensiblement au produit intérieur brut des deux pays d'intervention de Brücke Le Pont. En 2023, leur part dépassait 20 %.

L'année dernière, des centaines de vols en provenance des États-Unis ont atterri avec à leur bord des personnes expulsées du pays. C'est une véritable catastrophe pour la région, d'autant plus que les chiffres officiels ne reflètent pas le drame humain qui se cache derrière chaque rapatriement forcé : des mères séparées de leurs enfants ;

des personnes arrivant sans réseau social, sans logement et sans emploi. Le déracinement devient la norme. En Amérique centrale, et plus particulièrement au Salvador, où nous luttons avec Brücke Le Pont pour des conditions de travail équitables dans le secteur textile, la politique d'expulsion américaine met à rude épreuve des systèmes de protection sociale déjà lacunaires et aggrave la précarité de l'emploi.

## Les femmes doublement pénalisées

Les transferts de fonds sont essentiels à la survie de millions de familles centraméricaines. Lorsqu'ils sont brutalement interrompus par une expulsion, les besoins fondamentaux, le loyer, les médicaments, la scolarisation des enfants et l'entretien courant des foyers sont menacés.

« Les chiffres officiels ne reflètent pas le drame humain qui se cache derrière chaque rapatriement forcé depuis les États-Unis. »

Camen Urquilla,  
coordinatrice des projets à Ormusa

Dans les communautés rurales et urbaines, les transferts de fonds en provenance des États-Unis ont soutenu les petites entreprises, les projets éducatifs, l'accès aux soins de santé et au logement. La politique d'expulsion des États-Unis déstabilise les économies locales et fragilise le tissu social. Les femmes, qui sont généralement les bénéficiaires et les gestionnaires de ces fonds, sont confrontées à un double fardeau : elles doivent nourrir leur famille tout en faisant face à la dégradation de leurs liens sociaux. Cette perte d'indépendance économique accroît le risque d'accepter des emplois avec des conditions abusives. →



Carmen Urquilla travaille en étroite collaboration avec Brücke Le Pont.



En collaboration avec Ormusa, Brücke Le Pont défend les droits du travail dans le secteur textile. Photo : une usine textile abandonnée au Honduras.

Parallèlement, les personnes expulsées des États-Unis trouvent à leur arrivée peu de programmes de réinsertion, peu ou pas de reconnaissance des compétences acquises à l'étranger, des obstacles à l'accès aux emplois socialement protégés et des services publics limités. Il est de toute façon trompeur de parler de « réinsertion ». De nombreux centraméricain·es ont migré précisément parce qu'ils et elles n'ont jamais eu de véritable garantie de travail équitable dans leur pays d'origine. L'absence de mesures publiques pour l'intégration socio-économique exacerbe le problème, car les États d'Amérique centrale ne disposent pas de mécanismes étendus pour accueillir, soutenir et intégrer les personnes expulsées.

Les populations des régions les plus dépendantes des envois de fonds sont particulièrement exposées au risque de se tourner vers des secteurs économiques illégaux. La disparition d'un revenu stable accroît la vulnérabilité aux pressions exercées par les gangs et les réseaux criminels. Le risque de participer à des activités illégales comme l'extorsion, le petit trafic de drogue, le transport de marchandises illégales, la surveillance, le travail forcé et la traite des êtres humains à des fins d'exploitation augmente. Les déplacements internes liés aux menaces augmentent également, fragmentant davantage les communautés et rendant tout projet de vie difficile. Ainsi, les expulsions massives désstabilisent des communautés entières.

### La migration n'est pas un crime

La politique d'expulsion des États-Unis n'est pas un cas isolé, et s'inscrit dans une stratégie mondiale d'exclusion. Du point de vue centraméricain, la position est claire : les expulsions massives engendrent un appauvrissement actuel et futur. Si les États-Unis souhaitent une région stable, ils doivent renoncer à leur politique punitive.

**« La migration ne se résout pas avec des murs, des renvois par avion et des arrestations, mais avec une politique privilégiant la vie et non la peur. »**

Camén Urquilla,  
coordinatrice des projets à Ormusa

De même que si l'Amérique centrale aspire à un avenir meilleur, elle doit transformer la situation d'urgence en travail équitable, en soins, en protection sociale et en réintégration efficace. Au Salvador, nous savons que lorsque ces éléments sont réunis, les familles peuvent assurer la scolarité de leurs enfants, améliorer leur santé et négocier de meilleures conditions de travail. C'est cet objectif qui mérite d'être poursuivi : un avenir où personne ne se retrouve à la rue et où revenir chez soi ne signifie pas repartir de zéro, mais reprendre une vie digne.

## Derechos Laborales : ensemble pour les droits du travail.

Au Salvador, Brücke Le Pont s'engage dans le cadre du projet Derechos Laborales en collaboration avec Ormusa, pour les droits du travail dans le secteur textile. Et ce avec succès : grâce au projet, près de 5000 travailleurs et travailleuses ont reçu des remboursements d'un montant total de 4,15 millions CHF en 2024, pour un budget annuel d'environ 70 000 CHF.

Les participant·es du projet sont actifs dans un secteur où les droits du travail sont soumis à une forte pression. Dans les usines textiles, appelées « maquilas », il arrive fréquemment que les prestations sociales ou les salaires ne soient pas versés, et que des licenciements abusifs aient lieu. Il arrive de plus que les propriétaires d'usines obligent les travailleuses à avorter.

La problématique de la migration ne se résout pas avec des murs, des renvois par avion et des arrestations, mais avec une politique privilégiant la vie et non la peur. La migration n'est pas un crime, et le retour ne doit pas être une punition. ☺



→ Ce texte a été publié dans son intégralité dans le magazine global d'Alliance Sud, le centre suisse de compétence pour la coopération internationale et la politique de développement.

## Le rétrécissement médiatique dans le monde

La liberté des médias est ancrée dans la Constitution suisse et doit être préservée. C'est important de le rappeler, surtout en ce moment. Depuis des années, les médias privés suisses enchaînent les vagues d'économies, tandis que la SSR, service public, subit une forte pression politique. Cette pression ne date d'ailleurs pas de l'initiative actuelle visant à réduire de moitié son financement. Pourtant en Suisse aussi, sans journalisme indépendant, il n'y a pas de démocratie.

Une analyse publiée par l'Université de Zurich apporte quelques éléments sur le contexte de cette crise des médias. Elle montre par exemple que le nombre d'articles publiés par les médias suisses sur l'étranger a diminué de 10% entre 2015 et 2024. De plus, la couverture médiatique se concentre sur un nombre toujours plus restreint de pays, tels que l'Allemagne, l'Ukraine ou les États-Unis. Le Sud global est quant à lui sous-représenté.

C'est une mauvaise nouvelle pour la coopération au développement. En effet, lorsque les changements politiques et sociaux dans les pays du Sud sont insuffisamment couverts par les médias, le secteur perd de sa pertinence auprès de la population. Il est alors plus facile pour les parlementaires de supprimer les fonds destinés au développement, et les donateurs·trices privé·es hésitent davantage à faire des dons à des organisations de développement.

Pascal Studer  
Communication et politique  
de développement

### Initiative pour des multinationales responsables : consultation en cours

La nouvelle initiative pour des multinationales responsables a été lancée en janvier 2025, les signatures nécessaires ayant été récoltées en un temps record par des milliers de bénévoles. Derrière cette initiative se cache un large comité composé de personnalités politiques de tous bords, d'entrepreneurs·euses et de représentant·es de la société civile. En mars 2025, le Conseil fédéral a décidé d'examiner des modifications législatives et, après le dépôt de l'initiative, a annoncé qu'il élaborerait une contre-proposition.

La consultation est désormais imminente. Brücke Le Pont soutient la coalition pour la responsabilité des multinationales et y participera. Il est par ailleurs important de noter que les derniers développements au niveau européen sont préoccupants. Les seuils ayant été relevés, seules les entreprises de plus de 5000 employés et dont le chiffre d'affaires dépasse 1,5 milliard d'euros seront désormais concernées par les nouvelles directives. Si la Suisse adoptait ces seuils, de nombreuses entreprises extractives impliquées dans des activités problématiques ne seraient pas tenues de se conformer aux nouvelles règles.



### Assemblée des délégué·es

Nous avons le plaisir de vous inviter à notre assemblée des délégué·es qui sera publique. Après la partie statutaire, notre équipe vous donnera un aperçu de nos projets et de notre programme « Travail en dignité ».

Mardi 5 mai 2026, de 14 à 16 heures  
à Fribourg, suivi d'un apéritif.



Inscription ici  
→ [bruecke-lepont.ch/dv](https://bruecke-lepont.ch/dv)

### Abonnez-vous à notre newsletter !

Que se passe-t-il actuellement dans nos projets en Amérique latine et en Afrique de l'Ouest ? Quelles sont les nouvelles du Parlement fédéral en matière de politique de développement ? Comment la politique mondiale influence-t-elle notre travail ? Notre newsletter vous permet de rester au courant de l'actualité.



Inscription ici  
→ [bruecke-lepont.ch/newsletter](https://bruecke-lepont.ch/newsletter)



### La face cachée de l'ananas

Lorsque l'on s'approche de plus près, on aperçoit des dents sur les feuilles d'ananas, pointues et dures, presque comme une scie. Heureusement, les participant·es de notre projet « Ananas équitables » disposent de vêtements de protection, ce qui n'est pas le cas de nombreuses personnes travaillant dans l'agriculture !



en savoir plus

# Votre don a un impact durable



Avec votre don, vous aidez des milliers de personnes menacées d'exploitation, vivant dans la pauvreté ou dépendantes d'une aide dans les pays où nous sommes actifs. Grâce à votre engagement, les participant·es de nos projets peuvent améliorer durablement leur vie. Merci beaucoup pour votre précieuse contribution !

Brücke Le Pont  
Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg  
bruecke-lepont.ch

## Comment faire un don ?



Sur notre site internet  
[bruecke-lepont.ch/dons](https://bruecke-lepont.ch/dons)



Par e-banking sur le compte  
IBAN CH43 0900 0000 9001  
3318 2



Avec un bulletin de versement  
QR (téléchargeable sur  
[bruecke-lepont.ch/dons](https://bruecke-lepont.ch/dons))



Avec l'application Twint,  
depuis votre portable

**Faites un don avec  
TWINT !**



Scannez le code QR avec  
l'app TWINT



Confirmez le montant et  
le don



Chaque contribution – quel que soit  
le montant – est cruciale. Faites un  
don dès maintenant. Merci beaucoup !

## Ensemble pour un travail décent